



Écologie & Solidarité

Publication périodique des éluEs Verts, Ades, Alternatifs de la Ville de Grenoble

N°01 - Juin 2008

A LA UNE

à gauche et écologistes, sans complexe !

Nous ne sommes que 6 éluEs minoritaires à représenter 22,5% des électeur-trice-s. Absents de l'exécutif selon la volonté de M. Destot et de son clan qui ont préféré s'allier avec des "anciens amis" d'Alain Carignon et nous éloigner des responsabilités.

Il n'en reste pas moins que les chiffres sont têtus : du fait de la prime de sièges à la majorité, chaque éluE de notre groupe représente 1 637 électeur-trice-s, chaque élu UMP 1 431 électeur-trice-s et seulement 476 pour les PS-MRC-PRG-MoDem-Go et droite.

M. Destot proclame son aversion pour les dérives du capitalisme et pourtant il propose une politique de droite. Le premier débat du conseil de mai a porté sur Crolles 3 et ses subventions publiques aux grandes entreprises. Et la majorité persiste à favoriser les actionnaires privés de la Compagnie de chauffage au détriment des baisses de coût pour les usagers !

Nous serons actifs pour une autre politique, à gauche et écologiste, une politique qui favorise le mieux être de tous les GrenobloisEs, notamment par des services publics renforcés, garantie de l'accès aux droits élémentaires pour tous.

Mais nous n'agissons pas seuls. Nous vous proposons un site Internet actif, un journal tous les deux mois et un rendez-vous citoyen mensuel.

Vous pouvez compter sur nous, nous comptons sur vous !

Et si on prenait rendez-vous ?

Pas question d'être 6 éluEs retirés dans une tour d'ivoire, seuls à faire les choix, isolés face à la majorité, éloignés du quotidien.

Nous souhaitons vous rencontrer lors d'échanges propices au débat d'idées. Chaque mois, les 6 éluEs proposent un moment de travail commun pour préparer le prochain conseil municipal, écouter les habitants et s'interroger ensemble sur la politique locale.

Les délibérations importantes vous sont présentées, vos questions et propositions sont attendues, et nous aimerions en faire un rendez-vous convivial et de réflexion partagée.

Prochaine invitation : lundi 30 juin à 18H30 à la Maison Des Associations.

Pourquoi avoir célébré des mariages homo ?

Depuis longtemps, les écologistes agissent avec les associations contre toutes les formes de discrimination : les atteintes à l'égalité, à la dignité des personnes, les sources de violence ordinaire et quotidienne à laquelle doivent faire face certains de nos concitoyens.

Le collectif des phob.O.folies a lancé un appel public pour qu'un élu local accepte de célébrer symboliquement ces 3 mariages. Les réponses ont été bien surprenantes, montrant que l'égalité des droits est loin d'être acquise. Les conservatismes ne sont pas que de droite !

Le Maire de Grenoble refuse encore aujourd'hui que les PACS soient célébrés en mairie, et sa majorité actuelle a refusé le vote d'un vœu qui demandait au gouvernement de modifier la loi sur le mariage.

Nous continuerons d'agir, au quotidien et dans les assemblées, pour l'égalité des droits pour toutes et tous.

EN BREF



Les premières maisons rachetées par le Conseil Général, avec vos impôts, pour destruction

Rocade Nord : rien n'est joué !

Plus le temps passe, plus le projet de rocade Nord apparaît absurde. On savait déjà qu'il n'allait pas régler les bouchons et qu'il était dangereux pour la santé. La crise énergétique actuelle vient rendre ce projet encore plus ringard : à l'heure où le prix de l'essence explose, les investissements publics seraient gâchés dans cette nouvelle infrastructure.

Le privé appelé par le Conseil général à cofinancer le projet semble d'ailleurs beaucoup moins intéressé : la baisse probable du trafic rendrait le péage moins rentable. Le privé n'est pas fou quand il s'agit d'argent...

A Bordeaux et Toulouse, les projets de rocade ont été abandonnés : le projet grenoblois est donc le dernier de ce type en Europe. Seul le PS local imagine encore que les impôts doivent servir à l'automobile.

On sait que le projet de ligne de Tram vers le Fontanil a déjà pris 2 ans de retard et que le Conseil général refuse d'aider la Région sur les projets d'amélioration du réseau ferré. La crise énergétique a des répercussions sociales urgentes à prendre en compte, notamment en développant les solutions alternatives à la voiture. Mais comment imaginer des alternatives ambitieuses avec 600 millions déjà engloutis dans ce projet de rocade ?

La mobilisation continue : rejoignez les opposants associatifs et politiques au projet !

Renouvellement urbain de Villeneuve - Village olympique

Mettre le projet urbain au service du développement social

Le renouvellement urbain désigne l'ensemble des interventions mises en œuvre dans certains quartiers en crise, en vue d'améliorer la vie des habitants. Elles revêtent plusieurs formes : restructuration des immeubles de logement, amélioration de la desserte des transports, création de nouveaux services publics, implantation d'entreprises, accompagnement social des habitants. En réalité, s'il s'agit bien de changer le quartier, de le renouveler, de modifier fondamentalement et durablement sa physionomie. On ne peut pas dissocier l'urbain du social : il faut mettre le projet urbain au service du projet social.

Dans ce projet, il n'est pourtant question que du "hard" : pas moins de 85 démolitions de

logements, avec comme simple argument pour 65 d'entre eux d'ouvrir l'Arlequin et le Parc Jean Verlhac sur la ville.

Or les urgences sont toute autre : limiter la circulation des véhicules motorisés à l'intérieur du quartier, rénover la collecte des déchets, renforcer le service public pour assurer la tranquillité de tous et permettre une vie collective apaisée, réduire la puissance des antennes de téléphonie mobile, renforcer le projet éducatif et l'accompagnement des jeunes, accroître l'emploi et les commerces de proximité, mieux valoriser l'action des femmes au sein du quartier.

Dans la convention présentée, pas un mot sur ces mesures, si ce n'est sur des dispositifs déjà existants : inscription du quartier en Zone Urbaine Sensible, existence d'un Projet Educatif Local et d'une Zone Franche Urbaine.

Mais de toute évidence ces mesures sont insuffisantes au regard des problèmes rencontrés.

Si ce renouvellement urbain n'est pas l'occasion de reconstruire un projet social pour ce quartier, nous serons passés à côté d'un projet que nous voulions ambitieux mais qui finalement aura occulté les vrais enjeux !



Repères

- **La Villeneuve, c'est 4400 logements** dont 2200 à l'Arlequin pour 7800 habitants (74% de logements sociaux) et 2200 aux Géants - Baladins pour 5300 habitants (49% de logements sociaux)
- **85 logements promis à la démolition** 13 au 10/20, 65 au 50 et 7 au 110 galerie de l'Arlequin
- **Un budget de 74 440 785 €** dont 25% financés par la Ville de Grenoble, 24% par les bailleurs sociaux, 24% par l'ANRU, 13% par la Région, 7% par la Métro, 6% par le Conseil Général et 1% par la Caisse des dépôts.
- **Objectif : diminuer de 74 à 50% le taux des logements locatifs sociaux**

Changeons de méthode dans la décision publique !

Les habitants n'ont pas été associés à ce projet de renouvellement urbain de la Villeneuve et du Village Olympique. Il n'est joint aucun avis émanant des Unions de Quartier ou des Conseils consultatifs de secteur.

Et pourtant l'élaboration de ce projet conditionnera directement leur vie au quotidien par la mutation de leur quartier. Les propositions sont venues d'en haut, les habitants ont seulement été informés de temps en temps pour donner leur avis. Ce n'est pas notre conception de la démocratie, nous sommes pour des contrats de développement négociés avec les habitants, car sans cette co-production les

projets deviennent contestables et critiquables. Nous proposons que la Ville mette rapidement en place des ateliers citoyens chargés avec les professionnels d'élaborer des diagnostics et de faire des propositions chiffrées. Les moyens techniques et financiers pour que les habitants puissent être associés de manière efficace à l'élaboration de ces contrats de développement doivent être trouvés. Nous devons profiter de ce processus d'études spécifiques (2008-2010) à l'issue duquel le projet sera véritablement défini, pour démontrer que nous sommes capables de mettre en place une véritable démocratie locale active.

3 questions à Hakim Sabri, conseiller municipal écologiste

Quelle devrait être, selon vous, la priorité n°1 sur ce secteur ?

Tout le monde a enfin pris conscience des difficultés que la précarité et l'appauvrissement des populations peuvent créer dans les quartiers. On est maintenant à un croisement : soit on continue d'accompagner les problèmes, soit on cherche à réellement s'attaquer aux causes. Quand j'entends des projets de surveillance des «banlieues» par des drones, je me dis que les problèmes risquent de ne pas

se régler...

Quelles pistes pour avancer ?

Une fois qu'ils ne sont plus dans le système scolaire et pas encore dans le milieu du travail, les jeunes n'ont plus aucun dispositif d'accompagnement. Il faut savoir inventer de nouveaux dispositifs qui permettent d'intégrer ces jeunes habitants à l'activité (associative notamment)... On pourrait créer des «accompagnateurs» : les adultes du quartier pourraient ainsi devenir des personnes ressources pour les jeunes, les accompagner à faire leur premiers pas dans la vie adulte

(pour écrire un CV, l'accompagner dans sa recherche d'emploi, de logement)...

Pourquoi la Villeneuve vous tient tant à cœur ?

D'abord, en tant qu'habitant de ce quartier, je me suis toujours investi. Confronté au quotidien aux problèmes soulevés par la concentration importante de problèmes sociaux, il me semble urgent d'y apporter des solutions. Ensuite, maintenant en tant qu' élu municipal, je souhaite que les bonnes décisions soient prises pour ce quartier, et dans l'intérêt général.

